

## Conversations de jardin dans une ville assiégée

Ilan  
Halevi

Contrairement à ce que son nom indique, l'Intifada d'al-Aqsa n'est pas le soulèvement des Hyérosolomitains pour défendre la Ville sainte, mais, comme toujours, un soulèvement des camps de réfugiés, toutes générations confondues.

Du blocage mental, idéologique et diplomatique à propos de Jérusalem, on était au courant. Le consensus arabe et islamique à ce sujet s'est d'ailleurs exprimé de façon

explicite. Cependant, le blocage qui est apparu au grand jour à propos des réfugiés lors des conversations sans suite de Camp David, devait surprendre jusqu'aux

négoceurs israéliens eux-mêmes, stupéfaits de réaliser que les Palestiniens n'entendaient aucunement renoncer à l'énoncé de leur droit au retour. C'est cette surprise qui étonne. Ayant exigé la fin du conflit, à quoi pouvaient-ils donc s'attendre, sinon au retour sur le tapis, à défaut de retour sur le territoire, du réfugié, du revenant, du refoulé tout à la fois dans les ténèbres extérieures et dans les replis du mensonge originel ? La réalité, c'est que ce n'est pas la démographie qui fait peur aux Israéliens, mais la morale de l'histoire. C'est de la peur du coupable dont il s'agit, même s'il s'agit moins de mauvaise conscience que de la peur d'être attrapés. Elle s'alimente à la certitude, fondatrice du discours de la droite populaire en Israël, qu'« ils ne pourront jamais nous pardonner ». Ultime concession, à Taba, les négociateurs israéliens, littéralement irresponsables, ont annoncé qu'ils étaient prêts à se déclarer désolés, et même à compatir, mais en aucun cas à se reconnaître responsables. On touche ici au fond, à l'os, à la clef, au nerf, à la substantifique moelle du conflit dont Jérusalem est le cœur symbolique.

S'il en fallait une éclatante confirmation, la voilà fournie par la décision du ministre israélien (sortant) de la Justice, Yossi Beilin, de ne pas autoriser les chercheurs et historiens en général, et Benny Morris en particulier, à consulter les archives secrètes de l'Etat et de

l'armée sur l'année 1948. Interrogé par la radio israélienne sur les raisons de cette décision, l'historien (nouveau) déclarait il y a quelques jours que les documents censurés faisaient sans doute état de massacres et d'expulsions massives, et que le ministre (et négociateur) avait sans doute estimé que la publication de ces faits nuirait à la position israélienne dans les tractations actuelles au sujet des réfugiés.

Ainsi a-t-on glissé, avec ou sans Sharon, avant, pendant et après Sharon, du dialogue à la guerre. Une guerre qui, il faut bien le dire, est descendue au niveau de la foule, et même, ici et là, d'une populace assoiffée de vengeance, où les slogans à connotation confessionnelle de type « *Khaïbar, Khaïbar, Ya Yahoud ! \** » répondent souvent aux éruptions racistes et assassines de la rue israélienne.

Avec ou sans Sharon, avant, pendant et après, l'équation reste inchangée qui fait que toute escalade qualitative des moyens ou de l'échelle des moyens de guerre utilisés par Israël dans cette nouvelle et vaine tentative de résoudre le problème par la force risque de provoquer l'intervention internationale que les Palestiniens souhaitent de tous leurs vœux – une protection pour le peuple palestinien. Au-delà d'un certain seuil dans l'intensification de la violence militaire israélienne, la complaisance coupable de l'administration américaine, la patience des Européens, et même l'attentisme des Etats arabes parviennent à leurs limites. Et puis d'ailleurs, s'il n'y a plus de processus de paix, comme le font désormais remarquer les diplomates américains eux-mêmes, rien ne fait plus obstacle à un recentrage de l'ensemble des négociations dans le cadre de l'ONU. Après tout, la conférence de Madrid se fondait bien sur les deux résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité : la première stipulait l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la guerre, tandis que la seconde indiquait la Conférence internationale comme mécanisme pour négocier les modalités d'application de la précédente. Car si « Oslo » est mort, comme le répètent désormais à l'unisson la droite

israélienne et l'opposition palestinienne, la seule démarche politique possible consiste donc à revenir à la lettre et à l'esprit du droit. Et à rappeler, entre autres, que le droit international, fort de l'expérience de décennies de justes luttes, ne renvoie pas dos à dos les victimes et les agresseurs ; qu'il reconnaît, d'ailleurs, dans les mêmes limites qu'il entend appliquer aux Etats en guerre (pas d'attaques indiscriminées contre les civils, etc.), la légitimité de la résistance armée à l'occupation étrangère.

« *Les nouvelles à propos de ma mort* » écrit l'éditorialiste du site Internet de l'Autorité palestinienne, paraphrasant Marc Twain, « *sont très exagérées* ». Contrairement aux prédictions, projections et fantasmes des médias israéliens et occidentaux, l'OLP-ANP n'est pas au bord de la désintégration. De la banqueroute, par contre, qui ne sera pas la première de son histoire, elle est au bord. Mais cette faillite imminente, cet état larvé de cessation de paiement, qui résulte directement de la politique d'asphyxie imposée par l'occupant, est loin de signifier l'anarchie ou la disparition de toute forme de contrôle. Entre le caractère hautement régulateur du marché, de la propriété et du commerce, et l'omniprésence de la famille élargie et des clans, et quelles que soient les vicissitudes et les crises de légitimité des directions politiques et militaires actuelles, et quelle que soit l'étendue de la déroute financière et du désastre économique, la société civile palestinienne n'est ni désintégrée, ni invertébrée. Elle est même, avec cet héroïsme tranquille des paysans qui passent quotidiennement au travers des mailles du bouclage pour tenter de vaquer à leurs occupations habituelles, extrêmement déterminée à poursuivre cette confrontation jusqu'à un déblocage dont on a peine à imaginer les contours, et que les chancelleries n'espèrent ni n'escomptent avant six mois au moins.

Derrière le discours sur le chaos, l'anarchie et l'effondrement de l'Autorité palestinienne, il y a, bien sûr, la confusion du désir et du réel. La disparition de la direction palestinienne

\* Khaïbar est le nom d'une bataille du temps du prophète Muhammad, où les juifs furent massacrés.

actuelle, et son éventuel remplacement par des « radicaux » – probablement religieux – qui refuseraient, tout comme Sharon, de négocier « sous la menace », ferait en effet disparaître toute pression américaine et européenne sur Israël. Mais c'est bien mal connaître la réalité d'un mouvement qui n'en est pas à sa première traversée du désert, et qui survivra à cette bataille coûteuse et inutile. Mais il faut pour cela des dirigeants israéliens assez sages, assez intelligents et assez humbles pour reconnaître leur échec. Ce qui risque de prendre un certain temps.

En attendant, ce qui est quotidiennement mis à l'épreuve, c'est la cohésion sociale ébranlée par les tirs d'artillerie que les francs-tireurs des camps déclenchent sur les quartiers résidentiels de Ramallah ou de Bayt Jala. « Ils veulent nous provoquer et nous forcer à bombarder l'église qui se trouve juste derrière les tireurs », se plaignent les militaires israéliens qui protègent la colonie de Gilo. « *Allez donc tirer d'ailleurs !* », lançait l'autre soir un notable d'al-Bireh, au demeurant patriote, aux insurgés qui avaient pris position dans son jardin, transformant sa résidence en cible pour les tanks israéliens déployés sur le djebel Tawil, autour de la colonie de Psagot. Ceux-ci l'ont pris à partie sans ménagement : « *Vous croyez peut-être que vous allez vous prélasser dans vos villas pendant que nous mourons !* » Et comme il argumentait, ils entreprirent de le mettre en garde : « *Si tu continues, tu sais, on va te dénoncer comme collaborateur !* » Tandis que sur une télévision palestinienne privée les artistes et créateurs s'interrogent à voix haute sur leur rôle dans une Intifada qui ne leur demande rien, les citoyens enregistrent avec inquiétude ces signes accumulés de la revanche du camp sur la ville.

Hier soir, en passant à Kalandia quelques heures après les heurts de l'après-midi, j'ai vu une demi-douzaine d'adolescents renverser une benne à ordures sur la chaussée pour essayer de reconstruire une barricade. Le conducteur d'un minibus tentait, lui, sans égards ni ménagements, mais aussi sans succès, de les en dissuader. Les autres véhicules, fidèles à la

stratégie polyvalente de la vie quotidienne en période de bouclage, contournent le nouvel obstacle. Trois minutes plus tard, alors que nous roulons toujours sur la partie de la route jonchée de débris qui traverse le camp, je discerne un enfant au milieu de la chaussée. Il doit avoir six ou sept ans, et il se dirige vers un point du bitume où brûle encore ce qui reste d'un projectile incendiaire que je n'identifie pas, brûlot dans le décor incandescent de la tempête à peine passée. Une camionnette vient dans l'autre sens. Son conducteur capte le garçonnet dans le faisceau de ses phares, stoppe brutalement son véhicule et se rue littéralement sur l'enfant avant qu'il n'accomplisse, dans son inconscience enfantine, le geste funeste de ramasser l'objet fumant. Et puis, les bras du petit fermement serrés dans ses mains, il le soulève de terre avec une infinie tendresse, une délicatesse qui éclate comme un éclair dans la pénombre qui s'épaissit. Et moi je pense à Frantz Fanon qui écrivait de l'Algérie, et d'Algérie, il y a près de cinquante ans : « *Qu'importe, fellah, qu'importe [ta souffrance] si ce pays est beau !* »

—I. H.